

29 GENDARMES ET 4 CITOYENS BLESSÉS SUITE À DE VIOLENTS HEURTS

Bordj Ménaïel : la décharge de la zizanie

Une promesse électorale démagogique non tenue a mis le feu aux poudres à Bordj-Ménaïel.

Les localités du sud de la ville de Bordj-Ménaïel (wilaya de Boumerdès) ont vécu, dans la journée de jeudi, de violents heurts entre jeunes manifestants des villages de la région de Tizi N'Ali N'Slimane, dans le sud de la municipalité, et forces de l'ordre dépêchées en nombre.

Selon le premier bilan qui nous a été communiqué par des sources hospitalières, 29 gendarmes et 4 citoyens ont été blessés. Un gendarme grièvement atteint a été évacué vers l'hôpital militaire de Aïn Naâdja d'Alger. Pour l'heure, on ne nous signale aucune arrestation.

Par ailleurs, un camion de la commune a été entièrement incendié. Il y a lieu de rappeler que c'est la seconde fois, en l'espace de quinze jours, que gendarmes et jeunes citoyens s'affrontaient dans la localité en question.

En effet, suite à une décision de justice autorisant la commune à utiliser une décharge à ordures au sud de la ville, Kamel Abbès, le wali Boumerdès a, il y a une quinzaine de jours, mobilisé le monde, du matériel et requis des forces de l'ordre pour, d'une part, nettoyer la ville qui croule depuis des mois sous des tonnes d'ordures et

d'autre part exécuter la décision de justice pour rouvrir la décharge fermée par des citoyens.

L'opération a été empêchée par des manifestants. Quatre gendarmes ont été blessés. L'un d'eux ayant reçu de graves coups d'épée a été évacué à Aïn Naâdja.

Entre-temps, indiquent nos sources, une réunion s'est déroulée entre les représentants des citoyens contestataires et les pouvoirs publics. Il semblerait qu'un accord ait été trouvé, c'est-à-dire la poursuite de l'utilisation de la décharge pour une période n'excédant pas trois mois ; le temps de mettre fin à la situation scandaleuse qui prévaut dans la ville en matière d'hygiène publique et l'ouverture en urgence d'un centre d'enfouissement comme solutions à long terme. Cet accord n'a, a priori, pas été respecté par l'une des parties. Y aurait-il des interférences politiques pour saboter l'accord ? Rien n'est à exclure pour l'heure. A noter qu'une fois le calme revenu, l'évacuation des ordures à partir de la ville s'est poursuivie ce jeudi, indiquent nos sources. Cette zizanie et ces drames sont nés d'engagements électoraux non tenus vis-à-vis des citoyens. «Les protestataires s'en tiennent dans leur légitime revendication, voire même que les autorités les débarrassent des retombées nocives à leur santé, provenant de la décharge», affirme le président d'une association que



Les villageois ont manifesté pour préserver leur environnement.

nous avons contacté à Bordj-Ménaïel. Ce dernier insiste sur un point «puisque les candidats du

MSP d'Aboudjerra Soltani, qui se sont engagés sur cette solution et sont, depuis les dernières élections

AZEFFOUN

Des protestataires ferment la RN 24 à M'latta

Les habitants du village de M'latta, relevant de la commune d'Azeffoun, ont procédé, jeudi vers 7h du matin, à la fermeture de la RN 24, dans les deux sens, qui relie les wilayas de Tizi Ouzou et Béjaïa via Azeffoun, à l'aide de troncs d'arbre et de pneus enflammés dans des endroits différents et ce, pour réclamer le transfert d'un terrain agricole pour la réalisation d'une mosquée. Par leur action, les protestataires entendent exiger des autorités locales et régionales une intervention rapide pour un avis favorable leur permettant le démarrage des travaux. Ils ont posé comme unique condition pour libérer la route, la présence du wali ou du moins une garantie du maire de les accompagner à la wilaya. Le P/APC, qui s'est déplacé sur les lieux pour dialoguer avec les sages du village, est parvenu à dissuader les manifestants qui leveront finalement les barricades à 15h, en leur promettant une audience, dans les prochains jours, avec le wali afin de solutionner le problème dans sa globalité.

Yacine Seddik

ILS DEVAIENT ÊTRE EXPORTÉS FRAUDULEUSEMENT VERS LA TURQUIE

Des lingots d'or saisis à l'aéroport d'Alger

Une tentative d'«exportation» frauduleuse de deux lingots d'or vers la Turquie a été déjouée par les services de la Sûreté nationale, mardi dernier, au niveau de l'aéroport international d'Alger, a-t-on appris de source judiciaire sûre. Le démantèlement du réseau, composé de trois personnes, a eu lieu grâce à un travail de renseignements judicieux assuré par les éléments de la Police des frontières (PAF).

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Le démantèlement de ce réseau a permis aux éléments de la Sûreté nationale de procéder à l'arrestation de trois personnes membres d'un réseau de trafic d'or de l'Algérie vers la Turquie. Leur arrestation a eu lieu au moment où elles s'apprêtaient à embarquer sur le vol assurant la liaison entre Alger et Istanbul.

Notre source ajoute que les trois personnes ont failli réussir le coup n'était-ce la vigilance des éléments de la Sûreté nationale. Ces derniers ont attendu que la dernière étape soit franchie par les mis

en cause pour procéder à leur interpellation. Ils étaient en possession de deux lingots d'or dissimulés dans leurs bagages.

Selon des spécialistes de la question criminelle, les mis en cause ont sans aucun doute voulu profiter de la grande affluence que connaît l'aéroport international d'Alger en cette période de l'année pour passer à l'acte.

D'une valeur de sept cent millions de centimes, les deux lingots d'or étaient destinés au marché turc qui connaît depuis quelque temps une flambée vertigineuse du prix du précieux métal.

Déférées devant le parquet près le tribunal d'El Harrach, les trois personnes, dont l'âge ne dépasse pas les cinquante auraient été placées sous mandat de dépôt par le procureur de la République.

Il y a lieu de noter que l'aéroport international d'Alger connaît depuis la fin du mois de Ramadan dernier une dynamique jamais égalée durant toute l'année. D'ailleurs, pour faire face à toute forme de criminalité, les différents intervenants de l'enceinte aéroportuaire, notamment ceux relevant du domaine sécuritaire, accordent au renseignement une place importante. D'ailleurs, lors de sa dernière sortie médiatique, le directeur de la police des frontières de la Sûreté nationale a tenu à mettre en exergue l'importance qu'accorde la DGSN au contrôle aux frontières, tant terrestres que maritimes. D'ailleurs, on indique que «depuis son inauguration en 2006, le nouvel aéroport international d'Alger est soumis à des

mesures sécuritaires aux normes internationales». L'obtention des certificats ISO 9001 et 14001 le 22 décembre 2009 n'a fait que conforter les normes sécuritaires mises en place par les structures concernées. «En plus des 220 caméras de télésurveillance, installées aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'aéroport, une armada de policiers sillonne l'aérogare à longueur de journée. Les services de l'aéroport d'Alger ne comptent pas seulement sur des policiers en tenue, il y a également le travail fait discrètement par des policiers en civil. Le nombre des policiers invisibles dépasse les policiers visibles», ajoute notre source, qui affirme que l'aérogare dispose d'un plan d'urgence qui pourrait être déclenché à la moindre alerte (bombe, véhicule piégé, incendie ou tout autre danger). «Un plan d'urgence qui répond aux recommandations de l'OACI», précise-t-on.

A. B.

AFFAIRE DU TRAFIC DE DEVICES À HYDRA

20 ans de prison ferme requis contre le chef du réseau

Une peine de vingt ans de prison ferme a été requise jeudi dernier par le représentant du ministère public près le tribunal de Sidi M'hamed (Alger) contre le principal mis en cause dans l'affaire de trafic de devises à Hydra. Des peines allant de cinq à dix ans de prison ont été également demandées contre les dix autres personnes poursuivies dans la même affaire.

Prévu le 18 août dernier, le procès s'est tenu jeudi dernier, après que le principal mis en cause, qui était en fuite depuis le démantèlement du réseau, s'est rendu aux services de sécurité. Ce qui n'était au départ qu'une simple rumeur sur l'existence d'une filière de trafic de devises dans le quartier chic de Hydra, sur les hauteurs d'Alger, s'est finalement avéré une grosse affaire qui dépasse l'acte du simple change. Selon l'accusation, «l'arrière-base exerce avec un important réseau international de fuite de capitaux et de mouvements illégaux de devises». Le réseau avait été démantelé par la Gendarmerie nationale suite à un long travail d'investigation engagé par la section de recherches (SRGN)

relevant du groupement de la wilaya d'Alger. Selon les premiers éléments de l'enquête, le réseau était spécialisé dans la vente de téléphones mobiles et autres accessoires, sous fond de trafic de devises, qui disposait de ramifications en Algérie, en Europe et en Amérique. L'enquête lancée en 2009 a permis, dans un premier temps, la découverte de dizaines de swift prouvant le transfert de 320 milliards de dinars, soit l'équivalent de 26 millions d'euros, vers l'étranger. La perquisition du magasin «spécialisé» dans la vente de téléphones portables, mais qui faisait office de bureau de change, a permis la récupération de 50 000 euros, de 70 000 dollars américains et de 25 millions de dinars algériens. Selon les éléments de la section de recherche de la Gendarmerie nationale, le local commercial ressemblait à une «succursale bancaire». En effet, trois machines, des compteuses de billets de banque, 2 coffres-forts pleins de dinars et de devises, un autre coffre-fort plein de swift ont été découverts. Le transfert frauduleux de devises se faisait en direction de la Turquie, de la Tunisie et des Emirats arabes unis. L'accusation fait état également d'un large mouvement de «blanchiment d'argent». Ainsi, les sommes colossales qui ne pouvaient être transférées vers l'étranger

ont toutes été «investies» en Algérie. Le blanchiment d'argent s'opérait avec l'achat de locaux commerciaux, d'appartements et de villas dans une dizaine de localités de la capitale. Les quartiers ciblés sont notamment Hydra, Ben Aknoun, Bouzaréah, Bir-Mourad-Raïs, Ouled Fayet et Bouchaoui. La mise hors d'état de nuire de ce réseau a permis aux enquêteurs de la SRGN d'identifier ses ramifications ainsi que le principal mis en cause. Ce dernier, âgé de 40 ans, est demeuré en fuite durant une année avant de se rendre. Faisant l'objet d'un mandat d'amener et frappé d'interdiction de quitter le territoire algérien, «il n'avait d'autre choix que de se rendre aux services de sécurité pour répondre des chefs d'inculpation d'association de malfaiteurs, transfert illégal de capitaux, blanchiment d'argent et violation des dispositions de la loi sur la monnaie». Lors de leur plaidoirie, les avocats de la défense, dont M^e Maachou, se sont interrogés sur l'attitude qu'affichent les pouvoirs publics face au phénomène de change parallèle de devises. En effet, l'avocat en question n'a pas hésité à interpellé le magistrat sur l'existence du phénomène à une dizaine de mètres du palais de justice de la rue Abane-Ramdane (Alger).

Abder B.

LE BILAN DES INTOXICATIONS S'ALOURDIT À MÉCHERIA

Un mort et quelque deux cents personnes hospitalisées

Le bilan des intoxications alimentaires dans la ville de Mécheria s'alourdit, faisant état ainsi d'un décès et de quelque deux cents hospitalisations. Certains ont regagné leur domicile, après des soins intensifs, alors que d'autres sont toujours gardés en observation, principalement les femmes enceintes.

La personne décédée, Z. S., la cinquantaine, est originaire de Mogharr.

Elle était en compagnie de trois membres de sa famille qui ont pris une pizza ensemble. Pris de douleur, les trois membres de la famille ont été hospitalisés à l'hôpital d'Aïn Sefra, alors que le pauvre a rendu l'âme avant d'être évacué à l'hôpital. Une autopsie a été de ce fait pratiquée. Signalons, par ailleurs, que treize autres personnes ont été hospitalisées à Aïn Sefra et une dizaine évacuée vers d'autres hôpitaux.

Il est évident qu'il y a eu un produit périmé dans l'aliment, les résultats des analyses détermineront les causes de cet incident. Des intoxications deviennent de plus en plus fréquentes au niveau de la restauration rapide.

Une profonde inquiétude est exprimée par les autorités locales, qui ont pris toutes les mesures nécessaires pour minimiser les dégâts.

Les signes de l'intoxication sont le plus souvent les maux de tête, nausées, vomissements, diarrhées et douleurs abdominales.

B. Henine